

La Région « lâche » le musée de la Résistance

Châteaubriant — C'est « un coup dur ». La Région retire les 16 000 € de subventions qu'elle accordait chaque année au musée. L'association anticipe des difficultés économiques.

« La Région se désengage de notre musée. Elle nous lâche. » Mélanie Albert-Samson a le ton vif et désabusé quand elle évoque les 16 000 € qui vont disparaître du budget annuel du musée de la Résistance de Châteaubriant, sur les 125 000 € nécessaires chaque année à l'association des Amis du musée (AMRC) pour ouvrir ce lieu de mémoire au public.

20 000 € à trouver pour 2025 ?

Ces 16 000 € étaient accordés par la région Pays de la Loire tous les ans depuis une vingtaine d'années pour créer les expositions (6 000 €) et rémunérer, pour partie, la salariée (10 000 €).

Mais la collectivité doit faire des économies (82 millions d'euros) et a dû se serrer la ceinture pour le budget 2025, voté vendredi 20 décembre. Retirant ainsi ses subventions à de nombreuses structures, dont le musée de la Résistance.

« C'est un coup dur. Une décision brutale et unilatérale » qui a « extrêmement surpris » Gilles Bontemps, président de l'AMRC. Car dans le budget de l'association, « 70 % vien-



Mélania Albert-Samson est la médiatrice du musée de la Résistance de Châteaubriant et salariée de l'association qui le gère.

PHOTO : OUEST-FRANCE

nent du mécénat d'entreprise et 30 % des collectivités territoriales ». Il « n'ignore pas que le Département aussi a des difficultés financières »

et craint une réduction de subventions supplémentaire. Il estime ainsi devoir trouver 20 000 € pour 2025. Cela représente « un impact écono-

mique important, mais qui ne met pas en péril mon poste ni le projet des expositions », tient à rassurer Mélanie Albert-Samson.

« On n'est pas dans l'idée de jeter l'éponge »

Mais les administrateurs du musée savent qu'il faudra plancher sur des solutions. Réduire les dépenses ? Faire payer certains accès au musée, jusqu'ici entièrement gratuit ? Renforcer le mécénat ? Rien n'est encore acté et les pistes seront discutées lors du conseil d'administration de l'AMRC, le 11 janvier prochain.

« On n'est pas dans l'idée de jeter l'éponge ou de liquider le musée. Mais il faut avouer que ça fait du mal », glisse le président, « ça pose un problème économique, mais aussi, derrière, un problème politique. Nous sommes dans un territoire qui a payé un lourd tribut pour la Résistance » rappelle Gilles Bontemps, évoquant la carrière des fusillés, « et notre musée est largement reconnu d'utilité publique ».